



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-20 du 19 mai 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden oppose son veto à une résolution du Congrès visant à annuler le moratoire sur les droits de douane sur les importations d'équipements solaires
2. Le troisième cycle de négociations de l'IPEF se conclut à Singapour
3. La « *Disruptive Technology Strike Force* » dévoile de premières mesures

Climat – énergie – environnement

4. L'administration Biden investit 251 M\$ pour développer l'infrastructure nécessaire au transport et au stockage du CO2

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire aux Transports américain Buttigieg a rencontré le Ministre des Transports canadien Alghabra pour annoncer le premier corridor binational pour les véhicules électriques

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La Cour suprême confirme la constitutionnalité de la proposition 12 de la Californie

Numérique et innovation

7. Les auditions se multiplient au Congrès en vue d'une réglementation fédérale des systèmes d'intelligence artificielle
8. La Cour suprême rejette deux plaintes visant Google et Twitter en lien avec leur politique de modération des contenus, préservant l'équilibre lié à la section 230 du CDA

Santé

9. La principale organisation de lobbying pharmaceutique américaine PhRMA perd trois membres importants en moins de 6 mois
10. La FTC intente une action en justice pour bloquer le rachat d'Horizon par Amgen pour un montant de près de 28 Md\$

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden oppose son veto à une résolution du Congrès visant à annuler le moratoire sur les droits de douane sur les importations d'équipements solaires

À travers une déclaration [publiée](#) par la Maison-Blanche le 16 mai 2023, le Président Biden a comme attendu rejeté la résolution du Congrès qui visait à mettre fin au moratoire de deux ans sur l'imposition de droits de douane additionnels sur les importations d'équipements solaires d'Asie du Sud-Est, décrété par l'administration en juin 2022. Cette résolution avait été adoptée par la Chambre des représentants et le Sénat de façon bipartisane au début du mois [voir [Flash Accents du 28 avril 2023](#)]. Le Président Biden a néanmoins réitéré sa volonté de ne pas prolonger le moratoire lorsque celui-ci arrivera à échéance, au mois de juin 2024. Rappelant les investissements conséquents réalisés par son administration dans le cadre de la mise en œuvre de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), destinés à « multiplier par huit la capacité de production de panneaux solaires » aux États-Unis d'ici la fin de son mandat, Joe Biden a cependant estimé qu'une telle production « ne se fera pas du jour au lendemain », légitimant ainsi sa décision de veto sur la suspension du moratoire.

2. Le troisième cycle de négociations de l'IPEF se conclut à Singapour

Le Bureau de la Représentante au Commerce (USTR) et le Département du Commerce américains ont participé à la troisième session de négociations du Cadre économique indopacifique (*Indo-Pacific Economic Framework* – IPEF), du 8 au 15 mai, à Singapour. Dans la continuité des discussions menées en mars dernier avec les 13 autres pays partenaires de l'IPEF à Bali, les États-Unis ont [déclaré](#) avoir conduit des échanges approfondis sur les quatre piliers des discussions : commerce, chaînes d'approvisionnement, décarbonation de l'économie et fiscalité/lutte contre la corruption. En marge des négociations, la délégation américaine a également participé à des échanges avec des membres de la société civile, des syndicats et des représentants du monde universitaire à Singapour, ainsi que des équipes du Congrès américain. Ce troisième cycle de négociations est le dernier avant la tenue de la réunion ministérielle de l'IPEF, prévue à Detroit le 27 mai 2023, en présence de la Secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo et de la Représentante au Commerce Katherine Tai.

3. La « *Disruptive Technology Strike Force* » dévoile de premières mesures

Créée il y a trois mois et associant les services des Départements de la Justice et du Commerce [voir [Flash Accents du 24 février 2023](#)], la « *Disruptive Technology Strike Force* » a [annoncé](#) une série de mesures concernant cinq ressortissants étrangers accusés d'avoir fourni une aide à la Chine, à la Russie et à l'Iran afin d'acquérir des technologies sensibles. Parmi les cinq individus arrêtés par les autorités américaines, deux d'entre eux auraient dérobé des codes sources développés par des entreprises américaines afin de les revendre sur le marché chinois. Associant des procureurs du Département de la Justice et des agents du Département du Commerce chargés de faire appliquer la législation américaine en matière de contrôle des exportations, cette « *Strike Force* » s'attache notamment à lutter contre le contournement des réglementations américaines relatives au contrôle à l'exportation des biens à double-usage.

Brèves

- Le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) le 12 mai la prolongation jusqu'au 30 septembre 2023 de l'exemption – arrivant à expiration le 15 mai 2023 – des droits de douane additionnels visant les importations chinoises au titre de la « Section 301 » pour 77 des 81 produits médicaux en bénéficiant. Les exemptions pour les quatre produits restants expireront le 31 mai 2023.
- Le 16 mai, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le citoyen russe Mikhail Matveev en raison de son implication dans la conduite de cyberattaques dirigées contre les services de police, des infrastructures et des entités critiques américaines.
- Le Département du Trésor américain a [indiqué](#) le 16 mai avoir renforcé sa coopération bilatérale en matière de sanctions avec la Commission européenne et le Service européen d'action extérieure (SEAE). Une réunion de travail associant des représentants de l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Département du Trésor américain, du SEAE et de la DG FISMA de la Commission européenne a eu lieu à Bruxelles du 26 au 28 avril afin de présenter les méthodes de travail mises en œuvre par chacun des organismes et renforcer leurs liens.

Climat - Énergie - Environnement

4. L'administration Biden investit 251 M\$ pour développer l'infrastructure nécessaire au transport et au stockage de CO2

Dans le cadre du programme *Investing in America* du Président Biden, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) cette semaine l'octroi de 251 M\$ pour soutenir 12 projets sélectionnés dans sept États (notamment le Texas et la Géorgie), qui renforceront les capacités de gestion du carbone des États-Unis. Ces projets, financés par la Loi bipartisane pour les infrastructures (BIL), permettront d'étendre les infrastructures de transport et de stockage du CO2 afin de réduire les émissions provenant de la production d'électricité et des activités industrielles. Il est estimé que ces projets commerciaux de stockage du carbone à grande échelle permettront de stocker 950 Mt de CO2.

Le DoE a également annoncé la réouverture d'une possibilité de financement de 2,25 Md\$ sur cinq ans pour assurer le développement continu de l'infrastructure de stockage du carbone à l'échelle commerciale.

Brèves

- Le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) cette semaine qu'il achèterait jusqu'à 3 M de barils de pétrole pour reconstituer la réserve stratégique de pétrole (SPR) dans le cadre du plan de réapprovisionnement de l'administration Biden. Le DoE entend racheter le pétrole brut à un prix inférieur à la moyenne

d'environ 95 \$ par baril observée en 2022. La stratégie de réapprovisionnement du SPR comprend trois volets: (1) des achats directs avec les revenus des ventes d'urgence, (2) des retours de bourse qui incluent une prime au volume livré et (3) l'obtention de solutions législatives qui évitent les ventes inutiles non liées à des perturbations de l'approvisionnement, afin de maintenir stratégiquement le volume. Le DoE a déjà obtenu l'annulation de 140 M de barils de ventes imposées par le Congrès pour les années fiscales 2024 à 2027.

- À l'occasion de la visite du Président du Gouvernement d'Espagne, Pedro Sanchez, à Washington cette semaine, les États-Unis et l'Espagne ont [annoncé](#) leur volonté d'élargir le champ de leur coopération, notamment pour atteindre leurs objectifs communs en matière de lutte contre la crise climatique. Les deux pays souhaitent intensifier leur coopération en matière de systèmes d'alerte précoce, de protection des océans et de résistance à la sécheresse, et poursuivre leur étroite collaboration dans le domaine de la sécurité énergétique. Les dirigeants ont également souligné l'importance d'une coopération renforcée en matière de développement d'infrastructures durables et inclusives. Dans ce contexte, le Président Biden s'est félicité de l'adhésion de l'Espagne au comité directeur exécutif du réseau *Blue Dot*.

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire aux Transports américain Buttigieg a rencontré le Ministre des Transports canadien Alghabra pour annoncer le premier corridor binational pour les véhicules électriques

Le 16 mai, le Secrétaire aux Transports américain Pete Buttigieg s'est joint au Ministre canadien des Transports Omar Alghabra, à la Gouverneur du Michigan et au Maire de Detroit, en présence d'un membre de l'International Brotherhood of Electrical Workers (IBEW) pour [présenter](#) le premier corridor binational pour véhicules électriques. Cette annonce fait suite à la rencontre du 1^{er} mars entre le Président Biden et le Premier ministre

canadien Justin Trudeau. Ces derniers s'étaient [engagés](#) à harmoniser les normes de recharge pour véhicules électriques et à développer des corridors transfrontaliers pour les véhicules propres entre les États-Unis et le Canada. Le corridor présenté par le Secrétaire Buttigieg s'étend de Kalamazoo (Michigan) à Québec et mettra à disposition des chargeurs rapides tous les 80 km. 215 bornes de recharge sont déjà en place du côté canadien. Aux États-Unis, les bornes seront financées par les fonds de la Loi bipartisane pour les infrastructures (BIL), qui prévoit une enveloppe de 7,5 Md\$ pour la construction d'un réseau national de 500 000 bornes de recharges publiques pour véhicules électriques. Ces installations permettront

de faciliter les flux de personnes et de marchandises entre les États-Unis et le Canada, en cohérence avec les objectifs environnementaux des deux pays. Le Canada retient un objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 et

l'administration Biden s'est fixée pour objectif que 50 % des véhicules neufs vendus aux États-Unis d'ici 2030 soient électriques.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La Cour suprême confirme la constitutionnalité de la proposition 12 de la Californie

Approuvée en 2018 par les électeurs californiens, la [proposition 12](#) renforce les exigences en bien-être animal en interdisant la vente en Californie de produits d'origine animale provenant d'animaux élevés dans un espace trop confiné.

Cette décision a été fortement contestée par des producteurs de porc qui, représentés le *National Pork Producers Council* (NPPC) et l'*American Farm Bureau Federation*, avaient entrepris de faire annuler la loi. La [Cour suprême](#) a rejeté l'argument des opposants selon lequel cette loi porterait atteinte aux échanges commerciaux interétatiques et constituerait ainsi une violation de la [clause de commerce dormant](#) de la Constitution.

La proposition 12 prévoit notamment que la viande de porc vendue en Californie soit issue d'élevages où les truies reproductrices disposent d'une logette d'au moins 24 ft², soit environ 2,2 m², et dans des conditions qui leur permettent de se retourner sans toucher l'enclos.

La Californie consomme 13 % de la viande de porc du pays et importe la quasi-totalité de cette viande, la proposition 12 aura avant tout un impact sur les éleveurs des autres États. Tandis que le NPPC prévoit que la loi « ne fera qu'augmenter le coût des denrées alimentaires pour les personnes souffrant d'insécurité alimentaire et poussera les agriculteurs et les éleveurs à mettre la clé sous la porte », les groupes anti-monopoles voient dans cette décision une opportunité pour les agriculteurs

indépendants, moins engagés dans l'élevage intensif, d'accéder plus facilement au marché californien.

Selon certains groupes de défense du bien-être animal, cette décision devrait faire tache d'huile et permettre la réactivation d'autres lois équivalentes, notamment celle du Massachusetts. Les autorités de cet État avaient suspendu la mise en œuvre d'une [loi](#) très similaire dans l'attente de l'arrêt de la Cour suprême.

Sensibles aux arguments des producteurs de porc situés dans d'autres États, certains législateurs républicains n'ont toutefois pas l'intention de renoncer, comme l'a déclaré le sénateur R. Marshall (R-Kan.) qui prépare la réintroduction de l'[Exposing Agricultural Trade Suppression Act](#). Ce projet de loi implique la prohibition pour un État d'imposer à un autre « une norme ou une condition à la production ou à la fabrication de tout produit agricole » destiné au commerce inter-États.

Brèves

- L'Animal and Plant Health Inspection Service (APHIS), un service sanitaire de l'USDA, a approuvé la vaccination en urgence des condors contre l'influenza aviaire hautement pathogène. Depuis le mois de mars, 13 condors ont déjà été retrouvés morts et porteurs de la maladie, un constat inquiétant étant donné le statut menacé de cette espèce (moins de 600 individus).

Numérique et innovation

7. Les auditions se multiplient au Congrès en vue d'une réglementation fédérale des systèmes d'intelligence artificielle

Une série d'auditions parlementaires se sont tenues au Sénat et à la Chambre des représentants le mardi 16 et mercredi 17 mai au sujet de la

réglementation des systèmes d'intelligence artificielle (IA).

Le sous-comité tech de la commission judiciaire du Sénat a notamment auditionné Samuel Altman, cofondateur d'OpenAI. Lors de l'audition, S. Altman a soutenu l'idée – évoquée par le président de la commission judiciaire du Sénat Fick Durbin (D-IL) –

de créer une nouvelle agence dédiée à la régulation des systèmes d'IA, qui pourrait également délivrer des autorisations de mise sur le marché pour des systèmes d'IA (suggestion du Sénateur Lindsey Graham – R-SC). Ces propositions ont suscité une levée de boucliers de la part d'experts et de représentants du secteur numérique également auditionnés (IBM, la fédération *Information Technology Industry Council* – «ITI»), qui souhaitent éviter l'adoption de nouvelles normes. L'organisation NetChoice – qui compte notamment Meta, Google et Amazon parmi ses membres – a également critiqué l'idée d'une pré-autorisation des systèmes d'IA par un régulateur sectoriel avant leur mise sur le marché.

Le lendemain, le sous-comité des juridictions, de la propriété intellectuelle et de l'internet de la commission judiciaire de la Chambre a organisé une série d'auditions sur les implications de l'usage des systèmes d'IA sur le droit de la propriété intellectuelle et du copyright. Les principales interrogations concernaient la question de la rémunération ou la reconnaissance du travail des artistes et ayants-droits lorsque les systèmes d'IA mobilisent leurs productions dans leur cadre de leur entraînement ou lorsque celles-ci servent à inspirer le contenu généré par des systèmes d'IA. Des auditions devraient être prochainement organisées par le sous-comité à Nashville (Tennessee) et potentiellement Los Angeles (Californie).

Différentes pistes d'action se dessinent pour le Congrès américain. Les sénateurs démocrates Michael Bennet (CO) et Peter Welch (VT) ont ainsi déposé une proposition de loi – la *Digital Platform Commission Act* – qui créerait un nouveau régulateur sectoriel des plateformes numériques, compétent entre autres en matière de systèmes d'IA. S'agissant des questions relatives à la

propriété intellectuelle et au copyright, le président du sous-comité des juridictions, de la propriété intellectuelle et de l'internet Darrell Issa (R-CA) a soulevé l'idée d'imposer aux développeurs de systèmes d'IA de mettre à la disposition du public un répertoire des créations utilisées pour l'entraînement des systèmes d'IA.

8. La Cour suprême rejette deux plaintes visant Google et Twitter en lien avec leur politique de modération des contenus, préservant l'équilibre lié à la section 230 du CDA

La Cour suprême des États-Unis a rejeté le jeudi 18 mai les requêtes visant à engager la responsabilité de Google et de Twitter pour l'hébergement et la promotion de contenus faisant l'apologie du terrorisme.

Dans sa décision sur l'affaire *Twitter c/ Taamneh*, la Cour a rendu une décision unanime, jugeant qu'en l'espèce, l'hébergement de contenus faisant l'apologie du terrorisme ne pouvait pas créer un lien de responsabilité entre la plateforme et les préjudices subis à l'issue d'un acte terroriste donné. S'agissant de l'affaire *Gonzalez c/ Google*, la Cour a rejeté la plainte formulée contre Google dans une très brève décision. S'appuyant sur la décision formulée sur l'affaire *Twitter c/ Taamneh*, les juges refusent explicitement de se prononcer sur l'articulation entre le droit pénal américain et l'immunité des plateformes issues de la mise en œuvre de la section 230 du *Communications Decency Act* (CDA).

Ces décisions de la Cour suprême préservent ainsi les grands équilibres relatifs à l'application de la section 230 du CDA.

Santé

9. La principale organisation de lobbying pharmaceutique américaine PhRMA perd trois membres importants en moins de 6 mois

La *Pharmaceutical Research and Manufacturers of America* (PhRMA), la principale organisation de lobbying des fabricants de médicaments aux États Unis, va de nouveau perdre un membre d'envergure à compter du 1^{er} juillet, le groupe pharmaceutique suédo-britannique Astra Zeneca. Il s'agit de la troisième entreprise membre à quitter l'association au cours des six derniers mois.

L'association avait perdu l'américain AbbVie, qui fabrique le médicament à succès Humira, et Teva Pharmaceuticals le géant israélien des génériques, en décembre et février respectivement. AbbVie avait également quitté la *Biotechnology Innovation Organization*, ainsi que la *Business Roundtable*, en décembre 2022.

Pour justifier sa décision de non renouvellement de son adhésion, Astra Zeneca a avancé l'absence de succès dans leur politique de promotion de mise à disposition de médicaments et l'importance de leur investissement dans PhRMA. L'entreprise a dépensé plus de 4,8 M\$ en lobbying en 2022 et a engagé quatre cabinets de lobbying: Tarplin, Downs &

Young, Tiber Creek Group, Todd Strategy Group et W Strategies.

La quasi-totalité des 609 M\$ de recettes annuelles de la PhRMA provient des cotisations de ses membres, selon ses déclarations fiscales les plus récentes. Les fabricants de médicaments se sont fortement mobilisés contre une disposition de l'*Inflation Reduction Act*, qui permet à Medicare de négocier le prix de certains médicaments coûteux - une politique qu'ils combattaient depuis des décennies. PhRMA et ses membres ont dépensé des millions de dollars pour s'opposer au projet de loi - sans succès - puisque la disposition a été adoptée en août 2022.

10. La FTC tente une action en justice pour bloquer le rachat d'Horizon par Amgen pour un montant de près de 28 Md\$

La Federal Trade Commission (FTC) a [inténué](#) mardi une action en justice pour empêcher le géant pharmaceutique Amgen de racheter le fabricant de médicaments contre les maladies rares Horizon Therapeutics pour 27,8 Md\$.

La FTC affirme que l'opération nuirait à la concurrence sur le marché pharmaceutique, freinerait l'innovation et ralentirait le développement des médicaments. Selon la plainte, l'accord permettrait à Amgen d'asseoir son monopole sur certains médicaments conçus pour lutter contre les maladies orphelines grâce à des remises versées aux gestionnaires de prestations pharmaceutiques - l'intermédiaire entre les sociétés pharmaceutiques et les assureurs - qui

sont conçus pour obtenir un traitement préférentiel dans les formulaires.

Plus précisément, Amgen serait en mesure de « tirer parti de son portefeuille de médicaments à succès pour consolider les positions de monopole des médicaments Horizon utilisés pour traiter deux maladies graves, la maladie oculaire thyroïdienne et la goutte chronique réfractaire », selon la FTC.

Les porte-paroles d'Amgen et d'Horizon Therapeutics n'ont pas commenté l'action en justice.

Brèves

- Elizabeth Holmes, fondatrice de Theranos, doit [commencer](#) à purger sa peine de prison le 30 mai. Le juge Edward Davila du tribunal de district des États-Unis a rendu cette décision après que la Cour d'appel des États-Unis pour le neuvième circuit a rejeté mardi la demande d'E. Holmes de rester en liberté sous caution pendant qu'elle faisait appel de l'affaire.
- NewLimit, une entreprise pharmaceutique spécialisée dans la longévité, cofondée par Brian Armstrong, PDG de Coinbase, et Blake Byers, ancien partenaire de Google Ventures, a [annoncé](#) mardi qu'elle avait levé 40 M\$ dans le cadre d'un financement de série A. La société avait déjà levé 105 M\$ auprès de ses cofondateurs. Les nouveaux investisseurs sont Dimension, Founders Fund, Kleiner Perkins, Eric Schmidt, Elad Gil, Garry Tan et Fred Ehrsam.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.